A2C
BULLETIN OUVERT ET ÉVOLUTIF
À VOCATION RÉGULIÈRE
POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE
N°4 PRIXCONSEILLÉ1EURO

# ON NE S'ARRÊTERA PAS À BENALA!

SI IL Y A BIEN UNE CONSTANTE DEPUIS UNE QUARANTAINE D'ANNÉES DE LA PART DES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS, C'EST DE BRANDIR L'IMMIGRATION COMME UN PROBLÈME, DE FAIRE DE LA FIGURE DE L'IMMIGRÉ UNE MENACE POUR UNE FICTIVE «UNITÉ NATIONALE», ET DE SOUFFLER SUR LES BRAISES DU REPLI IDENTITAIRE.

## ETAT, CAPITAL ET RACISME: DES DYNAMIQUES LIÉES

L'adoption définitive au cœur de l'été, le mercredi 1er août par les députés de la loi raciste « asile-immigration » ne vient que confirmer cette tendance. Les associations de soutien aux migrants et de protection des Droits de l'Homme sont quasi unanimes, c'est un texte régressif. Cette loi prévoit notamment l'allongement de la durée de rétention administrative dans les centres de rétention, le maintien du « délit de solidarité », le maintien de l'enfermement des mineurs, la systématisation des mesures de bannissement, l'absence de recours suspensif pour les personnes originaires de pays considérés comme «sûrs», la criminalisation du travail sous alias. La loi a été justifiée par le Ministre de l'Intérieur Gérard Collomb comme devant répondre urgemment à une « crise migratoire » qui en réalité n'existe pas. Pour justifier la légitimité de mesures toujours plus autoritaires et sécuritaires, il faut bien définir des menaces extérieures.

Dans un capitalisme mondialisé en crise, malgré les sommes faramineuses de la valorisation du capital fictif qui n'est que le symptôme d'une fuite en avant du capital, où la concurrence de tous contre tous est généralisée, les logiques de repli identitaire observées notamment en Europe, n'en sont qu'une des conséquences. L'extrême-droite est d'ailleurs au pouvoir

ou participe à des gouvernements de coalition dans plusieurs pays européens : Italie, Autriche, Pologne, Hongrie, Slovénie, Croatie. La concurrence à laquelle sont soumis les individus dans leur participation de la valorisation et reproduction du capital se durcit considérablement.

## LA TRAJECTOIRE DU CAPITAL NE DÉVIERA PAS D'ELLE MEME DE SES RAILS... À MOINS QUE...

L'État capitaliste voit ses capacités budgétaires se réduire, et se replie sur des fonctions qu'il avait au début du capitalisme: maintenir la sécurité des producteurs privés de marchandises, garantir les échanges et la reproduction du capital, maintenir l'ordre sécuritaire et les opérations impérialistes.

Macron en tant que Président de la République, sait pourquoi il a été élu. En bon gestionnaire du capital, il n'est plus nécessaire de faire illusion, peu importe que les sondages ne soient pas bons. On attend de lui qu'il soit un bon capitaine d'industrie capable d'affronter des tempêtes inhérentes à l'exercice du pouvoir. D'où sa réaction typiquement autoritaire et viriliste lors de l'affaire « Benalla ». Il est celui qui a su affronter les cheminots et aller au bout de sa réforme, ce qu'aucun gouvernement n'avait réussi jusque là. Etre à la tête de l'appareil d'État, lui permet de réaliser les réformes tant attendues par le patronat, les classes dominantes et dirigeantes, pour adapter toujours un peu plus, et intégrer la France dans la

concurrence du capitalisme mondialisé. Peu importe de savoir que ces vielles recettes ne fonctionnent plus.

## QUE VIVE L'AUTONOMIE DE CLASSE!

Au moment de l'Affaire Benalla, la gauche souverainiste et réformiste a encore brillé par la pauvreté de ses idées. La F.I a hurlé avec la droite et l'extrême-droite pour dénoncer une atteinte à la crédibilité de l'état de droit, de la démocratie libérale, et de l'institution policière. État de droit, justice, légalité, on retrouve là différentes formes de cette fétichisation du droit et du système étatique, comme forme de gouvernance en capitalisme. A de rares exceptions, quasiment personne réinterroge ces catégories juridiques et politiques pourtant dénoncées par Marx en son temps. A la domination abstraite du capital il a fallu instaurer une forme de gouvernance concrète pour assurer la pérennité du système capitaliste, et son développement, mais aussi pour régir les différents rapports sociaux de classe. C'est par cette forme juridico-étatique que la bourgeoisie a su asseoir sa domination, mais surtout celle de la logique même du capitalisme.

Finalement, l'affaire « Benalla » au-delà du scandale soulevé par les avantages et la protection dont il a bénéficié, revient à soulever un certains nombre de questions qui en soulèvent à leur tour de nouvelles : la question de la nature de l'État, de la violence, de la légalité, de l'état d'exception, de la violence légale et extra-légale, des interventions militaires sur des territoires autres que la France...

Lorsque l'Etat d'exception devient la règle, en période de crise, que la domination étatique dans son versant sécuritaire se durcit, des agissements comme ceux de Benalla deviennent la norme, peu importe par qui ils aient été exercés : on l'a vu il y a 10 ans lors de « l'Affaire Tarnac » et l'utilisation de lois anti-terroristes, ou plus récemment avec la répression sans précédent des mouvements sociaux (le mouvement contre la loi travail), la militarisation de la répression sur la Zad de Notre-Dame-Des-Landes. En une quinzaine d'années, toute militante, militant, travailleuse ou travailleur a été confronté.e de près ou de loin à la criminalisation grandissante de toutes formes de contestations (Air France, Goodyear, les lycéens, les postiers, les cheminots...).

Les populations les plus précarisées, exclues du système vivent quotidiennement ce type de violence. Lorsque des policiers en exercice confisquent l'eau, la nourriture, des chaussures des tentes à des migrants, ces violences portant atteinte à l'intégrité des individus, cela s'exerce bien dans les cadres de cette légalité républicaine.

Les émeutes qui ont éclaté dans plusieurs quartiers populaires de Nantes à la suite de la mort violente d'Aboubakar Fofana, jeune homme noir tué par la police le 3 juillet dernier, suivi d'une marche blanche nous rappellent que dans les quartiers populaires des périphéries urbaines, cela fait une quarantaine d'années que s'exerce déjà cette violence de l'Etat à travers une gestion policière et coloniale des populations majoritairement racisées de ces quartiers.

Le 21 juillet dernier, une marche qui a rassemblé plus de deux mille personnes était organisée à Beaumont-sur-Oise par le « Comité Adama » pour réclamer vérité et justice deux ans après la mort d'Adama Traoré, jeune homme noir tué par des gendarmes lors de son interpellation.

Pour rappel la France, bat régulièrement des records de personnes incarcérées en prison et on y retrouve les parties les plus pauvres et précarisées de la population. L'exacerbation de la crise, la nécessité de réprimer tout ce qui résiste ou ne s'inscrit pas dans l'ordre établi fait ressortir le rôle central de la prison dans le système capitaliste.

PIER REDOLFI

# ÉLABORER UNE STRATÉGIE, DANS LE MOUVEMENT ET POUR LE MOUVEMENT

## NOUS SOMMES DES ACTIVISTES PARCE QUE NOUS REFUSONS D'ÊTRE DES COMMENTATEURS DES TEMPÊTES QUI S'ANNONCENT.

NOUS SOMMES DES ACTIVISTES PARCE QUE NOUS REFUSONS D'ÊTRE DES COMMENTATEURS DES TEMPÊTES QUI S'ANNONCENT.

La classe dirigeante est déterminée : le monde qu'elle dirige est en train de s'écrouler, et elle sera prête à tout pour le préserver. Pour l'instant, face à la crise économique et la chute des taux de profit, les plans d'austérité qu'elle utilise ne marchent pas. Face à la perte de consensus idéologique et à la crise politique qu'elle produit, l'autoritarisme ne suffit pas. La crise est profonde, et les solutions pour y remédier sont lourdes de danger pour l'humanité.

Notre classe est dans une situation instable : la multiplication et l'intensité des attaques, sociales, racistes, sécuritaires ou militaires produisent des effets différenciés chez celles et ceux qui les subissent. L'adhésion ou la révolte sont les deux pôles entre lesquels la majorité de notre classe oscille et n'a pas encore tranché. En deux ans, le racisme et le nationalisme se sont développés, le nombre d'électeurs du FN a augmenté, des groupes fascistes ont cherché à s'implanter, leurs initiatives se sont multipliées contre les migrant.e.s ou les étudiants mobilisé.e.s ; en deux ans, des centaines de milliers de personnes ont fait l'expérience de grèves, manifestations (déclarées, ou pas), cortèges de têtes, occupations, blocages, assemblées, construction de collectifs, pour riposter.

Parce qu'il y a une course de vitesse entre ces deux pôles, nous devons accroître la détermination à renforcer le second. Nous sommes dans le mouvement, au sens où nous sommes impliqué.e.s, avec d'autres, dans la construction de résistances collectives, qu'il s'agisse de luttes, collectifs, syndicats, etc. Cela nous engage à participer à toutes les phases de son évolution, à faire face aux situations de flux comme de reflux, aux discussions qu'elles suscitent, à la mise en œuvre pratique des décisions collectives. Mais nous voulons aussi renforcer le mouvement, ce qui implique d'élaborer une stratégie qui trace un chemin pour gagner.

## NOUS VOULONS ÉLABORER PARCE QUE NOUS REFUSONS DE LAISSER À D'AUTRES, SOUVENT EXTÉRIEURS AUX LUTTES, LA THÉORISATION DE NOS PRATIQUES.

De fait, les mouvements sont divers et nombreux, et produisent une effervescence de débats stratégiques : que voulons-nous ? comment

l'obtenir ? devons-nous créer des alliances, avec qui, sur quelles bases ? cherchons-nous à regrouper les personnes en accord avec nous ou à aller convaincre celles qui ne le sont pas ? Qu'elles soient le résultat de débats spontanés ou le produit de la participation de militant.e.s de différentes traditions, les stratégies proposées sont multiples.

## LA STRATÉGIE QUE NOUS PROPOSONS EST CELLE DE L'AUTONOMIE DE NOTRE CLASSE.

D'abord, parce que nous pensons qu'il n 'y a pas de raccourci à l'émancipation : elle ne peut être l'œuvre que des premier.e.s concerné.e.s. Cette stratégie ne cherche donc pas d'abord à se démarquer, mais à convaincre et entraîner la majorité. Chaque personne qui reprend confiance dans sa capacité à agir, chaque personne qui s'organise, est une personne qui renforce notre capacité collective à gagner. C'est donc la première des batailles à mener. Nous ne sous-estimons pas les difficultés – le nationalisme, le racisme et le développement d'organisations fascistes qui gangrènent notre classe et contre lesquels nous militons, ce qui nous permet de mieux voir les potentialités - la multiplication des collectifs, des initiatives ou des convergences possibles.
Ensuite, parce que nous pensons que la trajectoire du Capital ne pourra pas être changée, et qu'il faut donc le supprimer. C'est pour cela que nous voulons renforcer l'autonomie de notre classe, c'est-à-dire tout ce qui lui permet de se penser comme le seul pouvoir politique alternatif possible.

Voilà pourquoi nous refusons aussi de regarder les luttes en termes binaires, victoires ou défaites, illimitées ou terminées, éparpillées ou convergentes. Parce que nous ne serons pas des spectateurs des tempêtes qui s'annoncent, les expériences et les débats stratégiques accumulés nous servent à penser dynamiques, accumulation de forces, nombre tout autant que contenus : sommes-nous plus forts ou moins fort.e.s pour les confrontations à venir ? comment progresser ? C'est avec cette boussole que nous voulons faire les expériences, mener les discussions, nous regrouper, élaborer.
Dans le mouvement, et pour le mouvement.

# A RENNES, UNE GRÈVE HISTORIQUE

## UNE GRÈVE HISTORIQUE DE 132 JOURS A EU LIEU EN ILE-ET-VILAINE, IMPLIQUANT DES CENTAINES DE POSTIÈRES, DE POSTIERS, D'USAGÈRES ET D'USAGERS, 4 BUREAUX DE RENNES ET SES ENVIRONS, ET JUSQU'À 16 BUREAUX DE POSTE LORS D'UNE JOURNÉE D'ACTION DÉPARTEMENTALE.

La dernière grève qu'avait connu La Poste à Rennes remonte à 2000. Jusqu'à 300 factrices et facteurs avaient participé à ce mouvement, durant 18 jours de grève ayant donné lieu à l'occupation des locaux de la direction au bureau du Colombier. Dix-huit ans plus tard, une nouvelle grève historique.

La stratégie de la Poste est de lancer des réorganisations en différé, bureau par bureau, à quelques mois d'intervalle. La direction espère ainsi limiter les tentatives de luttes coordonnées entre bureaux. Elle abhorre cette force. Cette force des exploité·es, qu'est le collectif, permettant de se retrouver et de rompre l'isolement provoqué par les techniques managériales. Même des personnes non titulaires, risquant de perdre leur emploi en grévant, ont trouvé des moyens d'être solidaires de leurs collègues.

## LE COLLECTIF EST UNE ARME, ET COMME TOUTE ARME, ELLE S'AFFÛTE

Cette solidarité s'est construire au fil des différents événements qui ponctuaient la mobilisation. La grève a été visibilisée de façon directe et sans filtre par l'auto-organisation des postier·es. Le Réseau de Ravitaillement des Luttes du Pays Rennais a dès le premier jour de grève apporté son soutien. Au total, même si cela ne permettait pas de verser un salaire complet à chaque gréviste, 90 000 euros auront été récoltés par tous les moyens.

Cette grève a été la première pour la plupart des participant·es, un lieu de rencontre qui a permis la libération de la parole. Il y a notamment cette factrice qui se pensait « anti-grève » jusqu'au jour du fameux 9 janvier - premier jour de grève - où elle a rejoint le mouvement, à partir de considérations plus ou moins personnelles quant aux conditions de travail, notamment l'impossibilité d'allumer le chauffage dans les voitures électriques « vertes » de la Poste durant l'hiver si elle voulait que la batterie tienne jusqu'à la fin de sa tournée. D'une colère liée aux conditions de travail, on arrive à plusieurs semaines de grève.

## LA LUTTE, CET ESPACE OÙ L'ON SE RECONNAÎT

Chaque grève met en mouvement et, selon la durée, se met en lien avec d'autres grèves ou d'autres luttes, quelque soit l'outil utilisé. Alors oui, on pourrait rediscuter de l'outil le plus adapté pour résister, lutter, gagner, il y a d'autre moyen de s'attaquer aux capitalisme, sur son lieu d'exploitation ou en dehors (émeute, sabotage...). Toujours est-il que s'il y a bien une étape à ne jamais oublier, c'est l'action collective.

En 4 mois de lutte collective, d'expression de la colère, de coups de pression, de fêtes, de mise en lien, les postières et postiers du 35 ont rencontré des milliers de personnes. Iels se sont rendu·es à Notre-Dame des Landes pour rencontrer des habitant·es, des zadistes et y construire un bureau de poste en bois ; ont rencontré des cheminot·es en lutte. également.

rencontre qui a donné lieu au meilleur slogan del'année : La Poste déraille, le rail riposte ! ; iels sont intervenu·es lors d'Assemblée Générales à l'université de Rennes 2 ; ont participé à plusieurs cortèges de tête, ont visité d'autres bureaux de Poste du département ou encore se sont rendu·es à Paris afin de rencontrer des collègues en lutte de Gironde, des Bouches-du-Rhône et des Hauts-de-Seine.
La grève a un impact sur la santé mentale non négligeable. Pour celle qui s'est surprise à faire grève pour la première fois de sa vie - et peut-être pas la dernière - « le boulot, tu le fais pour la sécurité financière. La grève, c'est pour la sécurité psychologique. Parce que le travail, ça te bousille… » Une fois le travail repris, cette factrice s'est d'ailleurs retrouvée en arrêt maladie pour plusieurs jours tant le retour était rude. Pourtant, elle est revenue encore plus forte, encore plus sûre que ses collègues seraient là en cas de problème. D'ailleurs, elle qui est dyspraxique, cette grève lui a permis bien plus que de rencontrer ses collègues : elle les a représenté·es et est sortie de l'isolement.

## LA GRÈVE, UN OUTIL D'ÉMANCIPATION COLLECTIVE

Sortir du carcan dans lequel l'enfermait plus ou moins symboliquement sa RQTH , se connecter avec ses collègues à qui elle ne parlait jamais, partager ses colères, les rendre légitimes à ses yeux et aux yeux de son entourage, et aborder des faits graves dont elle n'aurait jamais cru possible de le faire auparavant. Un an avant la grève, elle a dénoncé un viol qu'elle a subit de la part de son ex compagnon, lui aussi postier. C'est par la force que le collectif lui a donné qu'elle a pu non seulement en parler, reprendre des forces, diffuser sa version des faits, et devenir une figure de résistance aux yeux de tou-tes. En grève, ce collectif a eu un effet libérateur.
Par la grève, on se rend compte de toutes les colères que l'on accumule. On défie les chefs, on se rend compte d'où viennent les ordres, « d'en haut ». Mais pas à l'étage du bureau de Poste, non. Encore plus haut. C'est là qu'on capte l'intérêt de se battre ensemble, si on veut arriver à faire bouger les choses. On prend confiance en soi, on apprend à connaître les autres qu'on ne fait que croiser en temps « normal ». On remet même en question la normalité : le temps de la grève devient la base. Par ce biais, on reprend le dessus sur son quotidien, on décide de son emploi du temps, et on prend conscience de l'importance de notre travail, et donc de notre pouvoir. Non, nous ne sommes pas rien. Nous sommes même tout.
A l'heure où des centaines de pétitions sont à signer en ligne, où des vidéos de violences policières racistes circulent sur internet en ne nous proposant pas d'agir concrètement pour détruire ce système, où les tribunaux attaquent quelques personnes pour diviser les collectifs… Ce système, tel un rouleau compresseur, nous pousse à être seul·e, à nous résigner.
Aujourd'hui à Rennes, le travail a repris, mais les liens continuent d'exister et plusieurs rendez-vous sont donnés pour garder contact jusqu'à janvier où les réorganisations pourraient revenir sur le tapis… et peut-être contrées.

SOLEN-E RENNES

# FAIRE RECULER LES FASCISTES, CONSTRUIRE NOTRE AUTONOMIE !

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE FASCISTE DANS TOUTE L'EUROPE PREND UNE TOURNURE EXTRÊMEMENT INQUIÉTANTE. EN ITALIE ET EN AUTRICHE, DES FASCISTES SONT AU GOUVERNEMENT, AILLEURS ILS SE TIENNENT EN EMBUSCADE. EN FRANCE, UN PARTI FÉDÈRE LES FASCISTES DEPUIS PLUS DE 40 ANS : LE FN. DANS LE SILLAGE DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES ET RACISTES ET DES SUCCÈS ÉLECTORAUX DES FASCISTES, L'ÉMERGENCE DE GROUPUSCULES CRIMINELS ULTRA-VIOLENTS COMME LE « BASTION SOCIAL » REPRÉSENTE UN DANGER MORTEL POUR NOTRE CLASSE.

## FERMER TOUS LES LOCAUX FASCISTES !

À Strasbourg, le 7 mai 2017, au soir du second tour des présidentielles, une vingtaine de fascistes issus du GUD attaquaient une manifestation « Ni Le Pen, Ni Macron » à coups de mortiers, de tasers et de bâtons. En l'espace de quelques mois, des locaux fascistes estampillés « Bastion social » (BS) ouvraient dans des villes comme Lyon, Strasbourg, Marseille, Chambéry, Aix en Provence et plus récemment Clermont-Ferrand. Partout où ils ont pu ouvrir, d'innombrables attaques racistes islamophobes, sexistes, homophobes et/ou visant des militant.es se sont multipliées.

Si la stratégie des fascistes s'adapte à la période, il y a de quoi être inquiets de retrouver les nazis ultra-violents du « GUD » (officiellement autodissout dans « BS ») repeints en sauveurs du peuple blanc avoir pignon sur rue, distribuer des tracts sur des marchés, devant des boîtes qui licencient pour prôner la préférence nationale et démarcher des commerçants pour organiser des récoltes alimentaires.
Face à cette situation, la nécessité de construire un front antifasciste à la hauteur de la menace se pose concrètement et urgemment. Les fascistes doivent reculer, leurs locaux doivent fermer !

## NE COMPTER QUE SUR NOTRE MOBILISATION

Dès le départ et jusqu'à aujourd'hui, le collectif strasbourgeois « Fermons l'Arcadia » a permis l'organisation de plusieurs manifestations, contre-rassemblements et d'événements culturels/festifs antifascistes, la médiatisation régionale et nationale de nos actions et des attaques des fascistes. Dans le quartier Esplanade, qui abrite le local fasciste, le collectif assure une présence régulière par des distributions de tracts, des collages, une intervention au sein du tissu associatif. Il est à l'origine d'une prise de position du centre socio-culturel, de commerçant.es, riverain.es, parents d'élèves. Après le lynchage d'un groupe d'étudiant.es sur le campus en plein mouvement contre la sélection, une manifestation spontanée de l'AG étudiante a permis de passer outre l'interdiction préfectorale de manifester dans le quartier, de les acculer derrière leur rideau et de leur envoyer un message clair : « on répondra chaque fois qu'on nous attaque ! ».

## POLITISER L'ANTIFASCISME

Si la fermeture du local fasciste « Arcadia » est une urgence, les fascistes sont à combattre partout. Le 15 mars dernier, nous organisions l'exfiltration de l'ex-FN Philippot lors de la manifestation strasbourgeoise contre la hausse de la CSG. Début mars, nous contrecarrions les intentions policières pour manifester avec les kurdes conjointement contre la répression de l'État turc au Kurdistan et la fermeture des locaux fascistes. Au même moment, nous organisions un cycle de discussions-débats placé notamment sous le signe de la convergence des luttes antifascistes avec les luttes de l'antiracisme politique. Le 2 juin, date du passage de la loi Asile et Immigration au Sénat, alors que le groupe néo-nazi grec Aube Dorée était présent à Strasbourg, nous manifestions tant contre le racisme et en solidarité avec les migrant.es que contre le fascisme, l'un ouvrant la porte à l'autre.

Car oui, la riposte antifasciste unitaire que nous construisons ne peut pas faire l'économie de l'analyse des conditions de possibilité d'une telle offensive partout en Europe. Parmi ces conditions de possibilité, l'existence d'un racisme d'État et de lois d'extrême-droite comme la loi Asile et Immigration corrélée à une offensive néolibérale sans précédent légitime malheureusement en amont l'implantation d'un local prônant la "préférence nationale".

## LE REMPART CONTRE LE FASCISME, C'EST NOTRE AUTONOMIE !

En nous organisant contre l'apparition et le développement des fascistes, nous participons à (re)conquérir nos propres bastions sociaux et politiques. Pas un quartier où les fascistes apparaissent dans l'anonymat et l'indifférence, pas un centre socio-culturel muet face à leur présence, pas un marché où ils soient chez eux, pas un campus où ils font la loi, pas une manifestation antifasciste sans slogans antiracistes et internationalistes, pas d'apparition des fascistes dans les luttes sociales, voilà quelques unes des boussoles qui doivent nous guider dans la construction d'un front uni contre le fascisme. À Strasbourg comme ailleurs, la lutte antifasciste est un enjeu central de l'unité de notre classe et de sa capacité présente et future de mener des luttes victorieuses.

FLORIAN KLEIN

# CONTRE LE RACISME, LES GRÈVES SONT UNE CHANCE

## LE MOUVEMENT DE CE PRINTEMPS L'A MONTRÉ : LES LUTTES SOCIALES SONT UNE OPPORTUNITÉ POUR LA LUTTE CONTRE LE RACISME.

Les manifestations comme les grèves ont donné à voir ce qui se voit peu dans les médias ou sur les bancs du pouvoir. Notre classe est de plus en plus hétérogène. Même dans des secteurs « traditionnels », comme les cheminotEs et les positierEs cette mixité entre blancHEs, NoirEs et Arabes était fortement visible notamment chez les plus jeunes générations, les plus déterminées et radicales. C'était aussi le cas dans le mouvement lycéen et étudiant.

Bien plus, les cycles récents de la lutte de classe, notamment depuis le mouvement contre la loi travail et son monde de 2016, ont entraîné dans la lutte des secteurs moins traditionnels, surexploités et moins syndiqués, distribution, livraison, commerce, restauration, nettoyage, hôtellerie... Et parce que le racisme opère aussi à la formation comme à l'embauche, ces secteurs emploient une main d'œuvre à la fois plus jeune, plus féminisée où les Noirs et les Arabes sont plus nombreuses et nombreux.

Le capitalisme est un système de domination, de classe, de genre, de race... Cette domination a une base historique et structurelle. Mais elle ne peut se reproduire que parce qu'elle est incorporée, collectivement comme individuellement, dans les idées comme dans les comportements, par celles et ceux qui la subissent.

Une des centralités de la lutte de classe c'est qu'elle ouvre des brèches dans cette incorporation de la domination. Collectivement parce qu'elle unifie dans une expérience émancipatrice. Individuellement parce qu'elle valorise. Dans les idées parce qu'elle remet en question nos incapacités supposées. Dans les comportements parce qu'elle nous met debout. En nous faisant nous considérer différemment les unEs et les autres, elle peut nous faire nous considérer différemment nous-mêmes.

Une démonstration en a été donnée avec les réactions à la campagne islamophobe et sexiste menée contre Maryam Pougetoux, présidente de l'UNEF à la Sorbonne attaquée parce qu'elle porte un foulard. Cette campagne a fondamentalement avorté. L'offensive raciste lancée par Printemps Républicain a été relayée par les ministres du gouvernement mais aussi par des dirigeants de la gauche dont Jean-Luc Mélenchon. Mais alors que le même type de campagne lancé contre une candidate du NPA il y a moins de 10 ans avait fait des ravages jusque dans son organisation conduisant à son retrait, cette fois Maryam Pougetoux a été soutenue au sein du mouvement, notamment étudiant, ainsi que par son syndicat qui n'en est pas particulièrement l'aile la plus radicale.

### IL N'Y A CEPENDANT PAS D'AUTOMATICITÉ

Depuis plus de vingt ans la France est un des pays d'Europe où le niveau de luttes sociales est le plus important avec des séquences de luttes sociales massives (1995, 2000, 2003, 2005-6, 2010, 2016, 2018) entrecoupées de périodes de développement des luttes locales ou spécifiques.

Mais c'est aussi un des pays qui a vu sur ces périodes, la croissance et l'implantation, y compris dans notre classe, d'un des plus grands partis fascistes d'Europe, sans parler des groupes qui gravitent autour et la mise en place, gouvernement après gouvernement, de politiques d'Etat de plus en plus racistes.

Lors du mouvement de ce printemps et cet été, alors qu'au mois de mai, 4 journées de manifestations nationales (1er mai, 5 mai, 22 mai, 26 mai) parvenaient à rassembler des dizaines voire des centaines de milliers de manifestantEs, la mobilisation contre le projet de loi asile-immigration n'a jamais réussi à entraîner ne serait-ce qu'une minorité significative d'entre elles et eux dans les rues.

Cela devrait alerter tous ceux et toutes celles qui pensent que les luttes sociales entraînent automatiquement un recul du racisme.

Il y a d'autres exemples dans l'histoire. En 1932 le parti socialiste (SFIO) et la CGT argumentaient pour des quotas de travailleurs étrangers, faisant ainsi un parallèle entre chômage et présence de travailleurs étrangers. Le PCF et la CGT-U s'élevèrent alors vigoureusement contre cette politique raciste. En 1936, en pleine période de grève générale, alors que le Front populaire arrive au pouvoir et que la CGT s'est réunifiée… c'est le PCF qui rejoint la position de la SFIO. En 1938 le reflux sur le terrain social s'accompagnera d'un durcissement de la politique du droit d'asile.

## LUTTE CONTRE LE RACISME : UNE LUTTE POLITIQUE

Une seule leçon peut en être tirée. Si les luttes sociales offrent des opportunités pour la lutte contre le racisme encore faut-il que celles-ci soient saisies ! Cela signifie un combat politique permanent, avant, pendant comme après les périodes de luttes sociales. A défaut les différentes oppressions et les discriminations qu'elles engendrent continuent d'opérer à l'intérieur même de notre classe.

Lénine disait qu'un ouvrier qui lutte pour son salaire ou ses conditions de travail est un bon syndicaliste mais qu'il n'est socialiste (révolutionnaire) que quand il combat l'antisémitisme ou soutient les étudiants. Aujourd'hui on dirait sans doute plutôt « quand il combat l'islamophobie ou soutient les zadistes ».

Même si Lénine a lui-même nuancé ultérieurement son propos, il exprimait là quelque chose de juste. Notre classe n'est ni blanche, ni mâle, ni française tout comme elle n'est pas cheminote ou fonctionnaire. Il ne peut donc y avoir de classe corporatiste, raciste ou sexiste. C'est ce qui fait que la conscience de classe ne peut se construire uniquement au travers de luttes sociales forcément partielles, dans le temps ou dans l'espace, soient-elles des luttes « nationales ».

Le même Lénine affirma plus tard que la révolution est « le festival des oppriméEs ». La lutte contre le racisme n'est donc pas seulement une nécessité « défensive » contre la violence qui touche certainEs d'entre nous.

Elle est aussi une lutte offensive pour construire une conscience de classe « réelle », pour « faire classe », qui fait de l'antagonisme ouvert avec la classe dirigeante, ses intérêts et ses institutions, le cœur de la transformation de toute la société.

DENIS GODARD

Le prochain weekend A2C aura lieu le 1er et 2 septembre, avec un programme chargé pour affronter cette rentrée politique.

SAMEDI 1ER SEPTEMBRE 10H-12H30: CYCLE DE LECTURE DU CAPITAL (ÉPISODE 4)

Afin de développer une intelligence collective quant à notre compréhension du monde, nous avons entrepris de lire ensemble et questionner, commenter, critiquer, discuter Le Capital écrit par Karl Marx. Pour cette séance, il est proposé de lire la troisième section du livre I, « La production de la plus-value absolue » (disponible sur Internet). Une introduction sera faite pour résumer les sections précédentes, ainsi que ce passage

12h30-14h : Repas collectif où chacun.e rapporte de quoi manger

14H-16H30 : LA SITUATION AU MALI

Pourquoi une discussion sur le Mali ? Ne serait ce que parce qu' en tant que militants anti-impérialistes, nous devons comprendre la plus grande « intervention extérieure » française pour lutter contre ses conséquences, en France comme en Afrique.

17H-19H30 : THÉORIE DE 1A REPRODUCTION SOCIAL, UNE THÉORIE FÉMINISTE MARXISTE ?

Courant féministe, majoritairement anglophone, qui commence à être traduit en français, qui interroge les principes fondateurs du féminisme marxiste, et remet au cœur le travail, considéré par Marx comme « non productif » au sens de l'économie capitaliste et re-questionne la place de ce travail dans la société capitaliste.

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE 10H-12H30 : LA SITUATION ACTUELLE ET NOS INTERVENTIONS

12h30-14h : Repas collectif où chacun.e rapporte de quoi manger.

14H-16H : POINT PRATIQUE LIÉ À AUX PROCHAINES ACTIVITÉS D'A2C : BULLETIN, BLOG, RÉUNION PUBLIQUE, PROCHAIN WEEK-END...

Contactez-nous si vous voulez diffuser ce bulletin, venir à notre prochaine réunion, envoyer vos idées/expériences et/ou « faire tendance » avec nous:

A2C@RISEUP.NET